

Les Nouvelles

Bi-Mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 709 - 29 Juin 2000 - Prix 2,50 F

de Loire Atlantique



Le quinquennat "sec", c'est quoi au juste?

● S'il s'agit de réduire la durée du mandat du Président de la République, qui pourrait être contre? S'il s'agit en même temps d'améliorer la démocratie en mettant en œuvre les réformes pour lesquelles s'était engagée en 1997 la gauche plurielle, cela serait positif.

C'est le cas de la diminution de la durée des mandats, du rééquilibrage des pouvoirs en faveur du Parlement et la réduction de ceux de l'exécutif, de l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives, de la réforme du Sénat, de la limitation du cumul et de la rotation des mandats, du vote des étrangers aux élections locales et européennes, du statut des élus.

Rien de tout cela dans la proposition d'un quinquennat "sec", inamendable et pervers.

Le Président de la République refuse toute modification dans le sens d'un meilleur fonctionnement démocratique de nos institutions. Au contraire, il souhaite renforcer le caractère présidentiel du régime.

Les Communistes proposent de sortir de ce piège en écoutant l'opinion qui s'interroge aujourd'hui sur les véritables objectifs de cette affaire: va-t-on mettre en chantier une véritable démocratisation de la vie politique ou la manœuvre politicienne va-t-elle aller jusqu'à son terme, creusant encore un peu plus le fossé entre les pouvoirs et les citoyens?

Les Communistes n'approuvent pas ce quinquennat "sec". Leur Conseil national propose que le Parti communiste, en cas de référendum, appelle les Françaises et les Français à une abstention active, critique et offensive.

Pour les Communistes, c'est clair: ne pas laisser faire, débattre de ce que d'aucuns voudraient taire, travailler à un projet de nouvelle République, une démocratie moderne, participative, permettant aux citoyens d'intervenir bien davantage pour se faire entendre et peser efficacement sur les choix.

Ce numéro des Nouvelles où nous avons voulu traiter l'actualité autour de notre Fête de la mi-juin conclut la série du 1^{er} semestre 2000.

Comme tous les ans, les Nouvelles cesseront de paraître durant les mois de juillet et août.

Nous serons heureux de vous retrouver en forme dès le début de septembre et souhaitons à tous bonnes vacances.

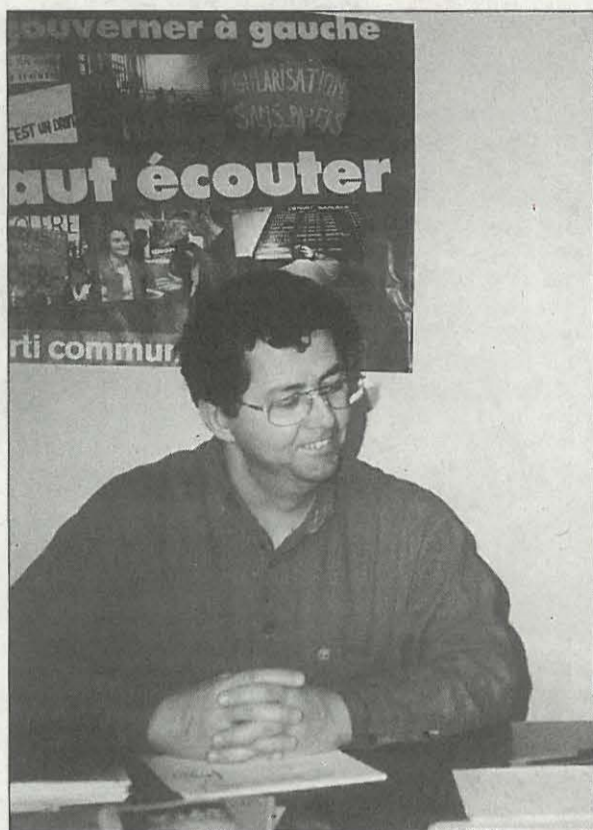
A bientôt



Construire un nouveau Parti Communiste

60 nouveaux adhérents sur la Fête, quelle signification ?

Interview de Michel Rica, responsable fédéral de la vie du Parti :



NLA : Lors de la dernière Fête des Nouvelles, 60 adhésions au PCF ont été enregistrées. Quelle analyse la Fédération en a tiré ?

Michel Rica : Tout d'abord, nous avons eu une grande satisfaction, parce que cela faisait de nombreuses années que ce chiffre n'avait pas été atteint. C'est évidemment enthousiasmant qu'à cette grande fête des communistes de Loire-Atlantique, 60 personnes décident d'adhérer au PCF.

Ce signe de volonté de s'engager est d'autant plus intéressant que nous continuons les uns et les autres à mesurer le désintérêt pour « la politique » en général et ce sentiment est aussi à l'adresse des communistes.

Malgré ce climat, les communistes conservent un rayonnement qui permet ces résultats. Mais les discussions qui ont entraîné ces adhésions prenaient justement à contre-pied cette manière de faire de la politique.

Ce qui a été apprécié par ces personnes, c'est que nous avons discuté de ce qui les touchent, de ce que chacun d'eux vit et que le Parti communiste leur donnant la possibilité de trouver, avec d'autres, un espace de liberté, de fraternité, d'initiative et d'efficacité politique et d'action.

NLA : Aujourd'hui, ils viennent d'adhérer, mais qu'est-ce que le Parti va leur proposer pour justement développer des initiatives sur des sujets qui les préoccupent ?

MR : Je dirais que cette question qui est extrêmement importante concerne aujourd'hui l'ensemble des communistes, qu'il soit nouvel adhérent ou plus ancien dans le Parti.

Cette préoccupation a été au cœur des débats dans la préparation du 30^{ème} Congrès et fait partie des responsabilités des directions de sections et fédérale.

Nous avons décidé qu'il fallait, sans attendre, passer aux travaux pratiques, justement parce que les Communistes ont fait le choix à Martigues de construire

un nouveau Parti Communiste Français pour encore mieux répondre aux attentes et aux aspirations de la société et aussi aux exigences d'autonomie et d'affirmation individuelles, donc ces nouveaux adhérents sont vraiment attendus.

NLA : Bien, mais concrètement cela se passe comment ?

MR : Je pense qu'aujourd'hui, nous devons accepter l'idée qu'ancien et nouveau ont besoin d'expérimenter ensemble des conceptions de militantisme qui répondent vraiment à leurs attentes, centres d'intérêts. Pour ce faire, ateliers, collectifs commencent à se mettre en place et nous travaillons avec ceux que cela intéresse à en créer de nouveaux.

NLA : La question qui reste posée au Parti communiste pour modifier les rapports de forces, reste quand même celle du nombre de Communistes ?

MR : Bien sûr, nous en sommes convaincus, d'autant plus que la question du nombre nous renvoie à notre conception de la politique qui doit être, selon nous, l'affaire du plus grand nombre.

Et puis, si nous voulons réussir la parité, il faut beaucoup plus de femmes au Parti communiste.

Si nous voulons que les jeunes trouvent toute leur place dans la société, il faut qu'il y en ait beaucoup plus au PCF.

C'est aussi vrai vers les nouvelles catégories de salariés, comme vers les gens les plus en difficulté.

Notre volonté d'être en permanence branchés sur la société telle qu'elle est, nous invite à poser la question d'un plus grand nombre de communistes, avec donc plus d'idées, plus de diversité, plus d'activité afin d'être plus efficaces.

C'est d'ailleurs pourquoi nous avons décidé d'engager partout des initiatives spécifiques de renforcement du Parti communiste.

L'occasion rêvée pour vos vacances de partir en

Vous disposez de 28 200 F et d'un budget mensuel de 243 F



Avec le **50 50** c'est possible !

RENSEIGNEZ-VOUS

Diac

* Pour une Twingo* au prix conseillé de 56 400 F. Apport initial : 28 200 F. 24 mensualités de 243 F et une échéance finale de 28 200 F. Exemple pour l'achat d'une Twingo AM 2000, au prix conseillé de 56 400 F (8 698,12 €) 50 % maintenant, 50 % dans deux ans et 243 F (37,05 €) par mois pendant 24 mois entre les deux. Avec un apport comptant de 50 % soit 28 200 F (4 222,06 €)

TRIGNAC Automobiles
ZAC de la Fontaine au Brun
TRIGNAC. Tél. 02 40 90 40 54



Centre AUTOMOBILE DE L'ETOILE
LE
380 route de la Côte d'Amour

LIBERTÉS...

Libertés... Le mot «liberté» a longuement raisonné dans la Fête des Nouvelles d'autour du stand où se côtoyaient les licenciés de Chronopost, les membres de l'amicale laïque de Rouans traduits en correctionnel, Christian Saulnier, délégué CGT de l'Aérospatiale pour lequel une mise en examen pour délit d'initié a été prononcée, Rémy Millet, licencié du Mac Donald d'Albi pour avoir donné à manger à une femme en difficulté.

Il ne s'agissait pas par la réunion de toutes ces personnes d'étaler ce qu'est le quotidien des atteintes aux libertés mais de créer les conditions d'élever le niveau de l'action et de la mobilisation pour défendre les libertés individuelles, collectives, syndicales et démocratiques. Revenons sur quelques uns ces dossiers «liberté».

Chronopost :

Chaque jour, de nouvelles signatures réclamant la réintégration des 4 licenciés nous parviennent. De très nombreux élus apportent leur soutien.

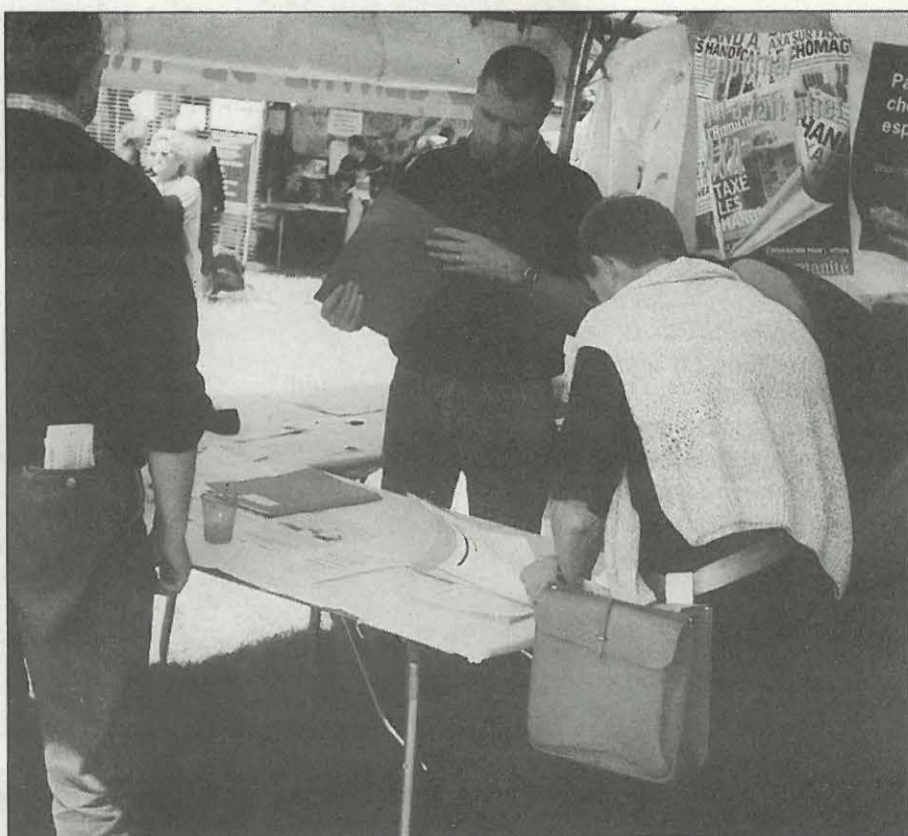
Une initiative va être prise dans les prochains jours auprès des pouvoirs publics et de la

pour avoir aidé une femme en difficulté, sera au centre de la décision d'action dans tous les Mac Donald de France le mercredi 12 juillet. Les Communistes de Loire-Atlantique ont décidé d'être présents aux portes des restaurants de la chaîne à l'aide d'un matériel spécifique, ils discuteront avec les consommateurs d'hamburgers.

Grandjouan :

Comment répondre aux revendications salariales exprimées par le personnel ? En maniant tout simplement le bâton, c'est la méthode utilisée par la direction de Grandjouan qui menace de licencier par douzaines les grévistes, qui traduit les organisations syndicales en justice... Et pendant ce temps, un salarié avec 30 ans de service dans l'entreprise gagne, prime d'ancienneté comprise, 7.500 F net/mois...

Entreprise Jolivet (Transports) : La filiale des Transports Jolivet à Vertou, 19 salariés, a fermé ses portes en mars dernier. Dans une revue spécialisée dans les Transports, le patron s'explique en ces termes : «*par ailleurs, je suis toujours la cible des syndicats. Je reconnais que 80 % de ma*



ITS
Publicité

- Lettres adhésives
- Autocollants
- Signalisation
- Sérigraphie
- Panneaux
- Enseignes

7, place du ralliement
44000 NANTES
Tél. : 02.40.29.24.14
Fax : 02.40.29.13.71

Les salariés licenciés de Chronopost au stand des libertés discutent avec les participants à la Fête. 152 signatures pour la réintégration ont été recueillies.

RÉINTÉGREZ

J'exige la réintégration dans leur emploi et dans leurs droits des quatre licenciés suite à l'action de grève dans la nuit du 15 au 16 février 2000.

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

A retourner aux Nouvelles de Loire-Atlantique, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES qui transmettra à la direction régionale de Chronopost.

Tribunal correctionnel d'Angers à 8 mois de prison avec sursis et 30.000 F d'amende pour une accumulation d'infractions sociales, dissimulation d'heures de travail, faux et usages de faux, emploi irrégulier du «mouchard», rémunération au kilomètre, exécution de contrat de travail dissimulée...

19 salariés sont aujourd'hui privés d'emploi pour avoir demandé que la législation sociale soit respectée, ainsi que la dignité dans l'entreprise. Mais où est le droit dans cette affaire ? Est-ce celui d'être le maître sans partage, sans possibilité de contestation ou celui de la justice et de la reconnaissance de l'homme.

Aérospatiale-Matra pour le respect de la liberté syndicale et pour des pouvoirs nouveaux des salariés. Notre camarade Christian Saulnier, après avoir été interpel-

lé par la police à deux reprises, à la suite d'une plainte contre X déposée par M. Lagardère, sous prétexte de divulgation d'informations économiques, est aujourd'hui mis en examen.

Avec les salariés d'Aérospatiale, nous voulons assurer Christian de notre solidarité active et exprimer notre indignation face à l'acharnement qui pèse sur les militants syndicaux.

Il est nécessaire de faire grandir l'exigence de l'arrêt de la procédure engagée comme viennent de l'exprimer les militants CGT en se rendant en manifestation au Tribunal de Paris le 16 juin au moment où Christian était convoqué pour être entendu.

SARL POMPES FUNÈBRES ATLANTIQUE MARBRERIE 44



Patrick LE ROGNON

24 H sur 24
7 jours sur 7

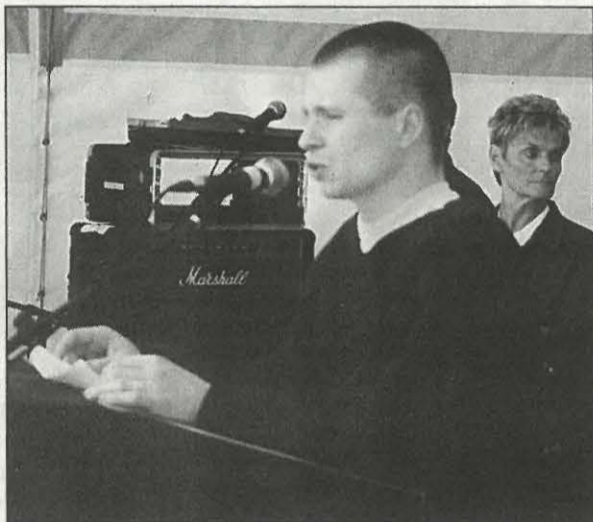
- Organisation complète d'obsèques
- Démarches évitées aux familles
- Possibilité d'accès à la chambre funéraire
- Soins de conservation
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Contrats d'obsèques
- Tiers payant Mutualiste conventionné par Loire-Atlantique Mutualité
- Convention retraités C.G.T.

N° Vert 0 800 196 550

SAINT-NAZAIRE et sa région

5, place F. Blancho

02.40.01.86.88



Rémy Millet, licencié du Mac Donald d'Albi intervient sur la scène pour expliquer son licenciement.

direction de Chronopost pour exiger la réintégration des 4 licenciés.

Mac Donald : L'inacceptable décision de licencier Rémy Millet, jeune salarié du Mac Donald d'Albi

décision de fermeture de notre filiale Arnaud à Vertou provenait de l'attitude de la CGT... A l'étude plus attentive du dossier de ce sieur, on peut trouver qu'il a été très récemment condamné par le

FÊTE 2000 : dynamisme

Yves Dimicoli : « Il faut un autre contenu social pour la croissance »

Prenant la parole lors de son intervention politique, comme il l'avait fait devant les journalistes, Yves Dimicoli, membre du Collège exécutif du Conseil national est longuement revenu sur les questions sociales, précisant le sens et le contenu des propositions des communistes.

A propos du SMIC :

« c'est une revalorisation immédiate de 6% pour un salaire minimum à 8.500 F qu'il faut au 1^{er} juillet, car stimuler les salaires est une nécessité absolue »

devait-il déclarer avant d'en venir à la situation de l'emploi. Les emplois précaires représentent aujourd'hui

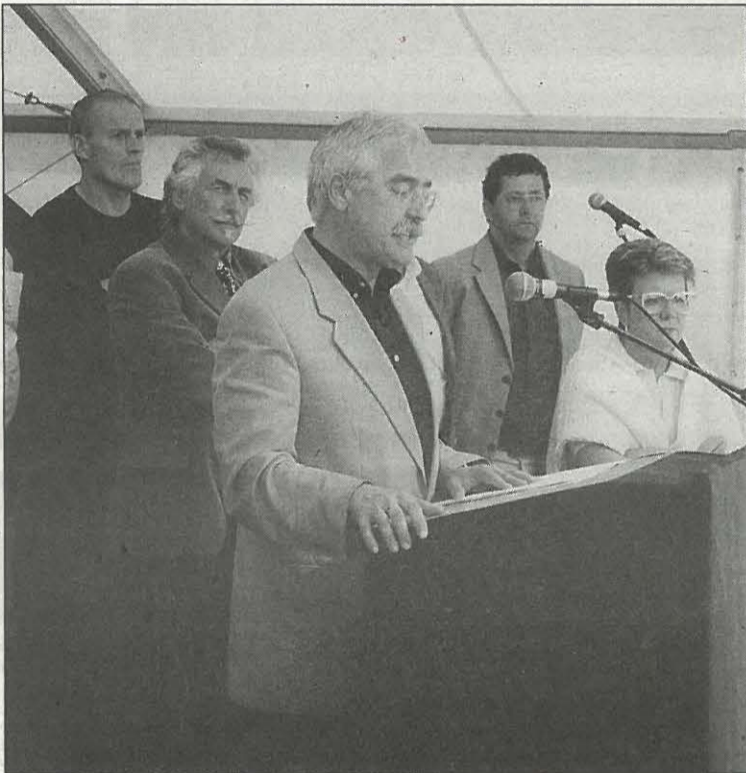
70% des nouvelles embauches, c'est une véritable plaie, au même titre que la dérive des 35 heures dans les entreprises pour laquelle, le responsable communiste a mis en garde le patronat contre la tentative de voir par cette application la création de petits emplois.

Les questions locales ont également été abordées.

La marée noire : « Il faut indemniser les victimes et Total le peut quand il est capable de débours

quelques 50 milliards pour absorber Elf ».

L'Aérospatiale : « Il faut avoir le courage de ne pas être chauvin et de ne pas plaquer en concurrence Toulouse et Saint-Nazaire pour la construction du gros porteur A3XX, mais plutôt la France et l'ouest Rhin ».



La construction navale : se félicitant des succès rencontrés par la construction de navires, Yves Dimicoli devait préciser : « La spécialisation qui ne se cantonnerait qu'aux paquebots n'est pas sans risque. On n'est pas contre cette spécialité, mais contre le monolithisme. Dans une gamme de production, on peut avoir un ou deux points forts, mais l'économie moderne c'est notamment la polyvalence ».

Revenant sur le Parti

communiste, après son 30^{ème} Congrès, le responsable communiste devait préciser le sens de la proposition du « Tour de France contre les Inégalités » et montrer que le nouveau Parti communiste veut être porteur des exigences exprimées pour construire une autre société. « Cette Fête », devait-il conclure, « est révélatrice de notre nouvelle façon d'agir ».

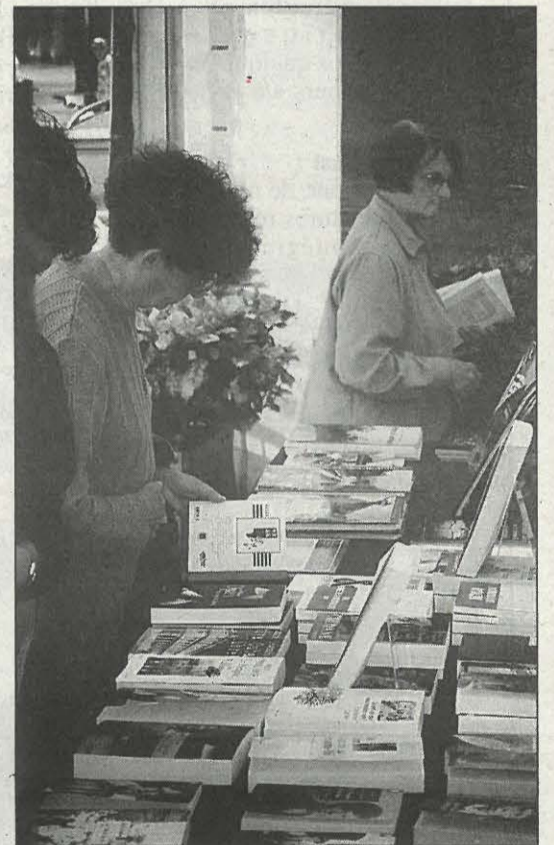


Vu par la presse

C'est une fête sous le soleil, aux couleurs des communistes de ce Printemps 2000 au Parc Paysager de Saint-Nazaire qui a été repris par nos journaux, les chroniqueurs ne se sont pas trompés. En titrant sur les questions d'ordre politique : « le PC milite pour les pétroliers 3 E » pour Ouest-France ou « les Communistes mettent en garde contre la croissance au rabais » pour Presse-Océan et revenir sous la plume de Jean-Marie Biette, toujours dans Ouest-France « la fête du PC a eu pour thème la lutte contre les inégalités ».

Tonton David, la vedette du spectacle a également été repris par la presse y voyant « un curieux mélange dans la musique du chanteur », « un assemblage astucieux des mots de révolte venus des banlieues dures à vivre, assaisonnés à la sauce Reggae remplis de langueur tropicale » et le tout : « devant un nombreux public heureux de sa journée ».

L'espace multimédia



L'espace multimédia, où se sont côtoyés auteurs, maisons d'édition et amoureux du livre, a vu deux rencontres organisées autour du thème des Sans-Terre brésiliens avec la participation d'un représentant de Frères des Hommes et Yves Dimicoli et une autre rencontre avec la parution du livre issu de la Rencontre d'Histoire organisée par la Fédération du PCF de Loire-Atlantique « La Résistance en Loire Inférieure ». Internet n'était pas cette année au rendez-vous, Wanadoo France Telecom n'ayant pas souhaité répondre à la sollicitation qui leur était faite. Dommage, voir l'article de vous à moi.

isme et combativité



Un succès politique

La fête veut allier spectacle, détente, gastronomie et politique. Un mariage qui, s'il semble à priori compliqué à réaliser, s'est pourtant parfaitement produit durant ces deux jours au Parc paysager.

A la question, comment se porte le Parti Communiste Français quelques semaines après son 30^{ème} Congrès ? La réponse est simple, il va bien, preuve : les 60 adhésions réalisées dans les allées de la Fête. Ces 60 femmes et hommes qui ont rejoint les rangs du Parti communiste, l'ont fait pour que notre société bouge, pour être acteurs des avancées auxquelles elles et ils aspirent.

Autre signe révélateur du rapport entre les Communistes et les citoyens : les 13 abonnements à l'Humanité et l'Humanité Hebdo réalisés.

Un signe encourageant qui ne demande qu'à se confirmer dans les semaines et les mois qui viennent.



Marée noire : débat citoyen avec 10 000 signatures



Femmes citoyennes

A une semaine de la Marche Mondiale des femmes à laquelle avaient décidé de participer de nombreuses femmes de notre département, le débat organisé par le réseau femmes du Parti communiste sur la Fête tombait à pic.

Quoi de plus tentant que de discuter à l'aube du 21^{ème} siècle de la place de la femme dans la société avec des représentants du mouvement associatif invités, des femmes communistes, des citoyennes.

Les sujets sont nombreux, variés, tous permettent de s'exprimer en toute franchise, sans retenue, qu'il s'agisse de problèmes graves comme la prostitution, de questions de société comme l'IVG ou encore la parité qui donne enfin aux femmes les moyens de prendre toute leur place dans la vie politique de notre pays.



Environ 80 personnes ont participé au débat sur les questions liées à la marée noire et aux moyens à mettre en œuvre pour que cela ne se reproduise pas.

Il est vrai que le seuil des 10.000 signatures de la pétition sur le 3 E annoncé sur la Fête avait les conditions d'un large échange entre citoyens, élus, professionnels de la mer...

Les principales questions abordées tournaient autour des responsabilités de Total dans cette catastrophe avec une profonde volonté à ce que l'entreprise pétrolière prenne en charge les conséquences de ses actes.

Conséquences : autre sujet largement débattu à la veille de la saison touristique. Des inquiétudes certes, mais une réelle volonté de tout faire pour gagner la saison.

Oui, il y a des cicatrices sur la côte elle-même et naturellement dans les têtes.

**Sylviane Ainardy
à Nantes**

«Prenons les choses en amont»

Invitée par la Fédération du Parti communiste, Sylviane Ainardi, dirigeante nationale du Parti, Députée européenne et Présidente du groupe «Bouge l'Europe» à l'Assemblée européenne, a participé à plusieurs initiatives sur les questions de services publics et notamment celui de La Poste, suite à la directive de Bruxelles qui voudrait «libéraliser» ce service public.

Cette question était déjà à l'ordre du jour de l'Assemblée européenne qui, en 1997, avait voulu ouvrir la Poste à raison de 80 % de son marché. Devant la bataille d'amendements, notamment des députés communistes, à l'époque les libéraux avaient été obligés de reculer. Les Communistes s'étaient à l'époque abstenus sur le texte amendé qui permettait de maintenir le service public de La Poste, 10% du marché étant ouvert à la concurrence.

«Aujourd'hui la nouvelle offensive contre La Poste», expliquait Sylviane Ainardi à la trentaine d'agents des services publics invités à débattre, «risque de mettre en péril le service



public à l'horizon 2002/2004, puisque seules les lettres de moins de 50 grammes et de moins de 9 F resteraient sous monopole contre 350 grammes et 15 F actuellement».

«Il faut prendre les choses en amont» précisait la Députée européen-

ne, «afin d'empêcher que cette directive arrive à son terme».

C'est en ce sens qu'une déclaration commune a été proposée aux partis de la gauche et aux syndicats afin de créer un large front pour la défense du service public. C'est ainsi que le

Parti Socialiste, les Verts, la LCR, LO Sud PTT, la CFTC et FO ont décidé ensemble d'intervenir en ce sens.

Pour Sylviane Ainardi, cette activité des Parlementaires européens montre que la politique n'est pas obligatoirement éloignée des gens, c'est

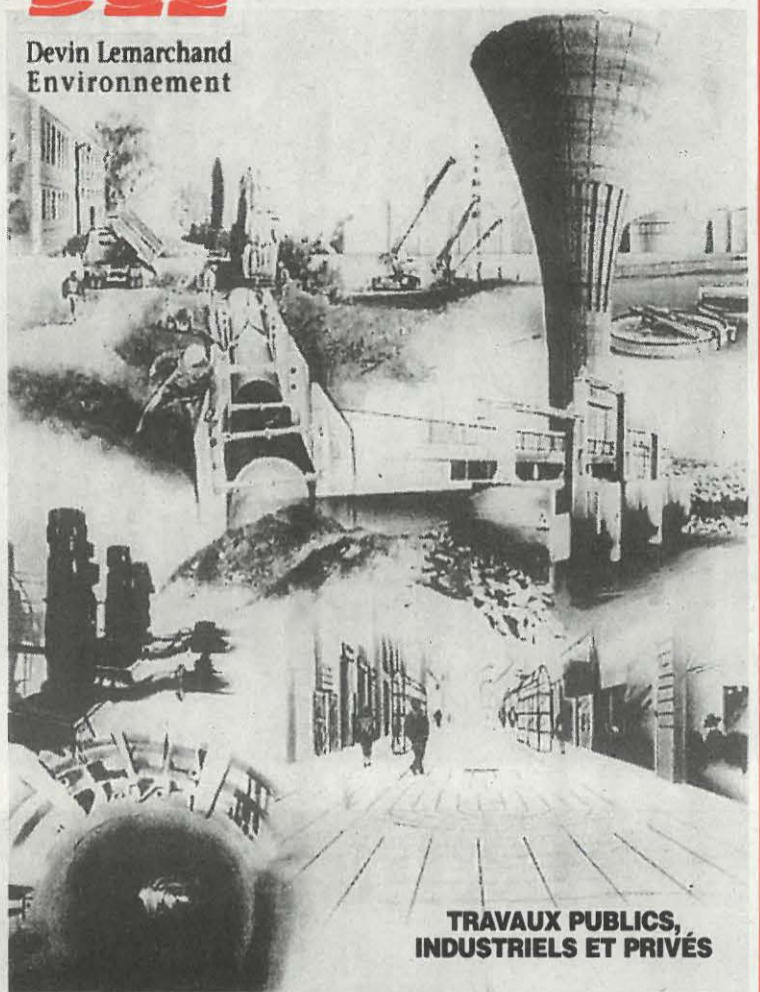
sur le terrain, sur le concret qu'elle se développe à l'exemple de ce que les Députés communistes et de la liste «Bouge l'Europe» ont décidé d'entreprendre.

Au sujet de l'Europe et de la présidence française, la dirigeante communiste a voulu donner son

avis : «Ce n'est pas en 6 mois de présidence que nous modifierons les orientations européennes, mais je pense fortement que cette présidence française peut apporter une marque sociale forte, c'est en tout cas ma conviction et mon souhait le plus profond».

DLE

Devin Lemarchand
Environnement



**TRAVAUX PUBLICS,
INDUSTRIELS ET PRIVÉS**

Erdre Active - La Bérangerais - 5, rue de la Catalogne
44240 LA CHAPPELLE SUR ERDRE
Téléphone 02.40.77.89.89 - Télécopie 02.40.77.80.48

**Contre
la
démolition
sociale**

**Pour le
SMIC,
les
minima
sociaux**

En essayant d'obtenir un accord sur l'UNEDIC «à l'arraché», comme l'écrit la presse, le patronat veut imposer un véritable recul social. Tout n'est pas joué, loin de là. C'est notamment ce qu'est allé dire Robert Hue au président du MEDEF, Ernest-Antoine Seillière.

Les négociations sur l'assurance-chômage sont révélatrices d'un double besoin: d'une part, celui d'améliorer radicalement l'indemnisation dont sont exclus aujourd'hui 60 % des chômeurs; d'autre part, celui d'une insertion et d'un retour effectif dans l'emploi, en appuyant la démarche sur une bonne formation choisie.

Il s'agit là de vrais problèmes. S'agit-il de combattre les risques d'exclusion? De mieux indemniser les chômeurs? De favoriser le retour à l'emploi? D'opérer une

relance sociale? Ces questions appellent des réponses solides. Les Communistes n'en manquent pas, eux qui entendent construire sans attendre un nouveau type de plein-

que veut le MEDEF. Et c'est ce que montre le «protocole d'accord» concernant l'UNEDIC. On veut infliger à aux chômeurs «une double peine», en les rendant respon-

qu'a déclaré Robert Hue, le 15 juin, au patron des patrons. C'est «un accord insupportable», a-t-il estimé. Il est bien que, à ce jour, seules deux centrales syndicales sur cinq disent accepter ce projet.

Plus généralement, le Secrétaire national du Parti communiste a montré que «le projet de refondation sociale du patronat est une entreprise de démolition sociale». Le MEDEF se situe dans une posture véritablement nouvelle, politique, idéologique, porteuse d'ultralibéralisme. De plus, imposer le contrat contre la loi est dangereux. C'est une mise en cause d'un principe républicain.

Il est du devoir de la gauche plurielle d'être fidèle à ses engagements d'égalité, et de repousser les dispositions que le MEDEF tente d'imposer. Le gouvernement, non

seulement a les moyens de refuser cet accord, mais doit répondre avec détermination à cette véritable entreprise de recul social.

DEUX CARTES-PÉTITIONS :

SMIC

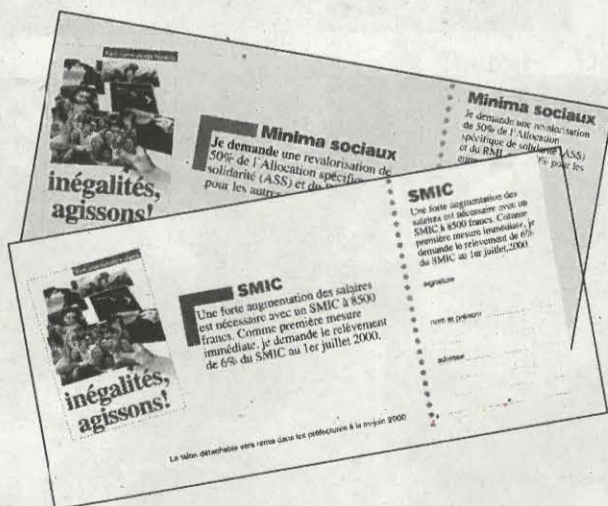
«Une forte augmentation des salaires est nécessaire avec un SMIC à 8500 francs.

Comme première mesure immédiate, je demande le relèvement de 6 % du SMIC au 1^{er} juillet 2000.»

Minima sociaux

«Je demande une revalorisation de 50 % de l'Allocation spécifique de solidarité (ASS) et du RMI, et de 20 % pour les autres minima sociaux.»

Elles seront portées dans les préfetures et au Ministère des Finances, à Bercy.



emploi, mettre sur pied un système de sécurité d'emploi et de formation, changer le travail.

Ce n'est pas du tout ce

sables de leur situation. Une véritable machine de guerre, qui menace directement tous les salarié-e-s.

C'est, notamment, ce

Porter le budget du sport à 6 milliards



6 milliards au budget ? De l'argent bien placé. Quelques jours après le vote définitif à l'Assemblée nationale de la loi sur les ports, débattre du budget 2001 avant la publication des projets du gouvernement est une nécessité pour les citoyens. Didier Potiron, Responsable fédéral du collectif sport, réaffirme l'urgence de doubler le budget du sport et de le porter à 6 milliards de francs. Viser les 6 milliards de francs n'est pas une exigence déraisonnable dans la situation nouvelle que connaissent l'économie et les finances publiques : cela ne représente que 0,5% du budget.

Mais ce budget à 6 milliards doit répondre aux attentes du monde sportif.

● **Nous proposons** que 350 millions soient versés au projet « coupon-sport » pour lutter contre l'exclusion de la pratique sportive au lieu des 22 actuels.

● **Nous proposons** que 100 millions soient affectés à la formation des emplois jeunes (2.000 F/jeune), soit 3 fois plus qu'aujourd'hui.

● **Nous proposons**, si nous voulons lutter efficacement contre le dopage, que 230 millions soient affectés pour le contrôle et le suivi des sportifs professionnels et sportifs de haut niveau dans un premier temps, au lieu des 90 actuels.

● **Nous proposons** qu'un plan pluri-annuel pour la construction d'équipements nouveaux de proximité, pour la mise aux normes des équipements existants, avec des ressources exceptionnelles, soit décidé, faute de quoi, ce sont les collectivités locales qui continueront à faire face, sans en avoir réellement la possibilité.

Cette mise à jour, indispensable pour être en phase avec l'évolution de la société et le développement des pratiques sportives de plus en plus diversifiées, demande aussi des moyens humains.

Dans le service public du Sport, comme dans l'ensemble de la société, il est nécessaire de rompre avec le dogme du « gel » des emplois publics. D'autant plus que le ministère animé par Marie-George Buffet doit

répondre aussi aux exigences de la Jeunesse et de l'éducation populaire. **Porter le budget de la Jeunesse et des Sports à 6 milliards de francs, ce ne sera pas du luxe et ce sera vraiment de l'argent bien placé.**

Nous invitons l'ensemble des Communistes à nous envoyer leurs réactions, leurs préoccupations sur ce sujet pour que le collectif sport puisse apporter sa contribution à ce débat.



Le PCF et la «Lesbian and Gay Pride» de Nantes

Invité traditionnellement à cette marche annuelle de la fierté homosexuelle, notre Parti a, cette année, participé non seulement à la marche le samedi 10 juin mais également, dans sa préparation, à un débat initié par les organisations de la lesbian and gay pride, et qui eut lieu le 7 juin à Nantes, auquel participait Michela FRIGIOLINI, membre du Conseil national et du Collège exécutif du PCF. Nous devons d'ailleurs souligner que notre Parti était la seule formation politique invitée à ce débat en raison du dépôt en février dernier par les députés communistes d'une proposition de loi contre l'homophobie.

Lors de la marche nantaise de la « Gay Pride », Yann VINCE, qui représentait la Fédération avec Marie-Annick BENATRE, Paul ROBERT et Frédéric MARTIN, était invité par les organisateurs à prendre la parole devant les quelques 2.000 participants. Il devait notamment déclarer à cette occasion, que pour les Communistes « la reconnaissance de l'homosexualité et des homosexuel/les à tous les niveaux de la vie sociale est une question qui transcende tout aspect de revendication spécifique ». Evoquant le progrès que représente l'adoption du PACS, il soulignait cependant que « la lutte contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et pour l'égalité entre hétérosexualité et homosexualité conditionne ce progrès et l'amélioration du PACS ». Dénonçant les récents propos du député RPR A. Musetier, propos tendant à faire la promotion d'un cadre juridique inégalitaire entre hétéros et homosexuel/les, le responsable départemental du PCF déclarait : « Nous, Communistes, voulons ouvrir d'autres chantiers législatifs pour faire vivre le principe d'égalité. Nous avons déposé en février dernier une proposition de loi visant à réprimer et mettre hors la loi la haine homophobe. Pouvoir sanctionner l'homophobie, permettre aux associations qui la combattent de se porter parties civiles, représentent un pas supplémentaire vers l'égalité des citoyens... ».

Yann VINCE poursuivait son intervention en indiquant que la participation des communistes à la Lesbian and Gay Pride « s'inscrit pleinement dans le grand mouvement national de lutte pour faire reculer les inégalités et les discriminations, pour une société citoyenne de partage que nous venons de lancer... ».

Il concluait en revenant sur les choix que les Communistes ont fait lors de leur Congrès à Martigues en plaçant l'individu au centre du projet et de la visée communiste. « Pour cela, le PCF a décidé d'inscrire dans le champ du possible une autre manière de faire de la politique dont la transversalité est un préalable à la réflexion et à l'efficacité des actions ».



Atlantique Travaux publics

TOUTES CANALISATIONS
TERRASSEMENTS
GÉNIE CIVIL - VOIRIE

243, rue de la Bougrière - B.P. 11

44980 SAINTE LUCE SUR LOIRE

Téléphone : 02 40 25 83 33 - Télécopie : 02 40 25 67 08

PCF et Résistance en Loire Inférieure

De la Mémoire à l'Histoire

Le livre qui couche sur le papier le contenu de la première Rencontre d'histoire organisée par la fédération départementale du PCF sur le thème :

« PCF et Résistance en Loire-Inférieure », le 2 décembre 1999 au Palais des congrès de Nantes, vient donc de paraître.

Cette journée n'avait pas l'ambition d'être un colloque de type universitaire visant à épuiser le sujet. Mais, dans la logique du positionnement nouveau du parti par rapport à l'histoire, et singulièrement la sienne, cette rencontre voulait avant tout mettre en œuvre une approche pluraliste des questions posées par le thème. Pour ce faire, elle se devait d'associer témoins, acteurs, chercheurs, universitaires, citoyens...

L'urgence s'en faisait vraiment sentir. Il y a trop longtemps que ces questions font l'objet de polémiques, parfois sans fondement, où la presse locale s'érige en rôle d'arbitre. Le PCF ne pouvait rester seulement spectateur de ces querelles. D'où l'initiative et le livre. Ce livre permet à tous ceux qui n'avaient pu alors y assister de prendre connaissance du contenu des interventions et des débats dont cette journée a été l'occasion. Mais il offre aussi des suppléments nouveaux : une intervention qui n'a pu être prononcée ce jour-là, des

communications écrites, revues et enrichies, un cahier de documents inédits, des documents d'archives originaux, une revue des articles de presse publiés à l'occasion de la tenue de l'initiative. Bref, un dossier complet sur le sujet. Son lecteur peut désormais juger du résultat.

Certains vieux clichés historiques y font long feu, comme la légende selon laquelle la résistance communiste ne serait pas née avant le 22 juin 1941, date de l'attaque de l'URSS par l'Allemagne hitlérienne. De fausses querelles, pourtant passionnées, en sortent également très relativisées, comme toutes celles qui tournent autour de l'exécution de l'officier nazi Hotz. Par contre, des pistes nouvelles y sont explorées. Comme celle qui consiste à sortir de l'ombre le rôle des résistant(e)s de la première heure en Loire-inférieure. Ou celle qui s'efforce,

aussi, d'examiner les causes et les effets du divorce trop longtemps entretenue entre une « mémoire » fixée et figée sur des thèmes sélectionnés et instrumentalisés, à but apologétique ou polémique, et une histoire qui, elle, restera toujours à reconstruire de manière pluraliste et critique, en s'ouvrant de cette manière à de nouveaux champs par trop négligés.

Avec ce livre nous n'avons rien voulu faire d'autre que de poser un jalon, afin d'aider et d'encourager tous ceux qui veulent bien avancer dans ce sens. Nous envisageons de lui donner une suite : une seconde rencontre d'histoire pourrait ainsi être consacrée, en 2001, au thème : PCF et guerres coloniales (1945-1962).

« PCF et Résistance, Mémoire et Histoire en Loire-Inférieure », 200 pages, dont 12 pages d'illustrations. Prix en souscription 80 F. auprès de la Fédération du PCF. Prix public : 100 F.

Nécrologie

Raymonde Quehen, militante syndicale, communiste de longue date et vétérane du Parti vient de nous quitter.

Nous adressons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.

P.C.F. et Résistance

Mémoire et Histoire en Loire-Inférieure



Rencontre nationale d'histoire

organisée par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Cité des Congrès - NANTES
3 décembre 1999

APRES FETE

Stand de Saint-Herblain Gesvres-Cens

Un vélo de femme à gagner au concours du «Juste Prix»

En proposant 910,50 F, la jeune Nadia Rebbag de Saint-Nazaire a gagné le vélo d'une valeur réelle de 915,80 F.

Elle ne cachait pas sa joie en partant de la fête sur son beau vélo.

1^{er} tirage de la tombola de la fête

Un premier tirage des talons des vignettes, parvenu au journal, a été effectué, donnant la répartition suivante des lots.

Un second tirage aura lieu lors du premier numéro de septembre des Nouvelles.

1062	1 bouteille	8706	1 bouteille
1066	1 CD	8980	1 apéritif
1068	1 bouteille	8987	1 bouteille
1856	1 bouteille	13031	Jeu PlayStation
2033	1 CD	13322	1 bouteille
2092	1 bouteille	13341	1 apéritif
2109	1 perceuse	13347	1 bouteille
2146	1 bouteille	13348	1 bouteille
2604	1 CD	13350	1 apéritif
2661	1 bouteille	13362	1 CD
2700	1 bouteille	13370	1 balladeur
2808	1 bouteille	13382	1 bouteille
2809	1 bouteille	13393	1 barbecue
2848	1 CD	13407	1 CD
7151	1 bouteille	13410	1 bouteille
7350	Vin	13414	1 magnum de vin
8009	1 bouteille	13418	1 bouteille
8034	1 bouteille	13567	1 CD
8049	1 bouteille	13827	1 perceuse
8277	1 bouteille	17160	1 bouteille
8479	1 balladeur	17419	1 apéritif
8504	1 CD	17497	1 bouteille
8574	1 barbecue	17802	1 bouteille
8594	1 bouteille	17972	1 apéritif
8661	1 bouteille		

Du 10 mai
au 28 juin
2000

Pour toute
la bande
rendez-vous
Mercredi
à la patinoire

Tous
les Mercredis,
à la patinoire
du Petit Port,
c'est

19 F 2,90€

location de patins comprise



Boutique NGE : 02 51 84 94 51
Patinoire : 02 40 74 01 77